N° 393436

M. B... et M. C...

5^{ème} et 4^{ème} chambres réunies

Séance du 5 mai 2017

Lecture du 24 mai 2017

Décision inédite au recueil Lebon

CONCLUSIONS

M. Nicolas POLGE, Rapporteur public

M. P B... et M. N C..., vétérinaires, sont employés à titre salarié par la fondation reconnue d'utilité publique « Assistance aux Animaux », le premier dans son dispensaire de Marseille et le second dans celui de Nice.

Ces dispensaires ont pour vocation de permettre aux personnes démunies de faire soigner leur animal gratuitement.

Sur la plainte d'une autre vétérinaire salariée de la fondation auprès du conseil régional de l'ordre des vétérinaires de Provence-Alpes-Côte d'Azur, il leur a été reproché pour l'essentiel de s'être abstenu de prendre les garanties leur permettant d'avoir l'assurance qu'aucune rétribution n'était réclamée aux usagers et que les frais de fonctionnement du dispensaire, y compris leur propre rétribution, étaient entièrement pris en charge par la fondation comme le prévoyait leur contrat de travail.

La plupart des moyens de leur requête ne saurait conduire à l'annulation de la sanction prononcée à ce titre par la chambre supérieure de discipline de l'ordre des vétérinaires.

Tout d'abord, les stipulations du paragraphe 3 de l'article 6 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, qui garantissent au d le droit de tout accusé à « interroger ou faire interroger les témoins à charge et obtenir la convocation et l'interrogation des témoins à décharge dans les mêmes conditions que les témoins à charge » ne s'appliquent qu'aux « droits et accusations en matière pénale », au sens du paragraphe 1. Or le contentieux disciplinaire devant les juridictions des ordres professionnels ne se rattache pas, pour l'application de l'article 6 de la convention, à la matière pénale mais aux « contestations portant sur des droits et obligations de caractère civil » (16 novembre 1998, X..., n°181255, T. ; 20 mars 2000, T..., n°198085, T.). Les requérants ne sauraient donc utilement les invoquer. Et il en

Ces conclusions ne sont pas libres de droits. Leur citation et leur exploitation commerciale éventuelles doivent respecter les règles fixées par le code de la propriété intellectuelle. Par ailleurs, toute rediffusion, commerciale ou non, est subordonnée à l'accord du rapporteur public qui en est l'auteur.

résulte par ailleurs qu'il appartenait à la chambre supérieure d'apprécier souverainement s'il convenait de procéder à l'audition demandée, sans qu'elle ait à motiver sa décision à ce sujet.

Ensuite, le conseil régional de l'ordre est saisi par plainte, notamment de tout intéressé. Mme G... a d'abord déposé plainte contre M. B... en annonçant son intention de déposer plainte contre M. C.... Un mois plus tard, elle a réécrit au conseil régional de l'ordre en mentionnant « *(sa) plainte contre (ses) confrères, les docteurs P B... et N C...* ». Le conseil régional de l'ordre devait naturellement y voir une régularisation de la plainte dirigée contre le second, et la chambre supérieure n'a entaché à cet égard sa décision ni d'une erreur matérielle, ni d'une dénaturation des pièces du dossier.

De même, si le décret du 9 octobre 2003 a abrogé le décret du 19 février 1992, il a codifié, sans en modifier la portée, les dispositions applicables aux vétérinaires exerçant comme salariés d'une association de protection des animaux à l'article R. 242-50 du code rural et de la pêche maritime. Et comme le principe d'application immédiate de la loi pénale plus douce ne s'applique pas en matière disciplinaire, la modification ultérieure, postérieurement aux faits reprochés et antérieurement à la décision de sanction est sans incidence.

Par ailleurs, s'agissant de la matérialité des faits, la chambre supérieure a estimé que les dispensaires employant les requérants sollicitaient des paiements des propriétaires des animaux soignés. Cette appréciation repose sur une appréciation souveraine exempte de dénaturation, au vu des indices attestant dans le dossier d'une pratique récurrente de paiement des actes, dont la décision fait état.

La seule difficulté tient à l'articulation entre les dispositions du code de déontologie et celles des contrats des deux vétérinaires, au regard des dispositions de ce code identifiées par la chambre supérieure comme base légale de la sanction prononcée.

Les dispositions codifiées à l'article R. 242-50 du code rural et de la pêche maritime interdisent aux vétérinaires de donner des consultations gratuites ou payantes au bénéfice de personnes physiques ou morales non habilitées à exercer la profession de vétérinaire et « extérieures au contrat de soin ». Ce n'est permis qu'en faveur des associations de protection des animaux habilitées à gérer des établissements soignant les animaux des personnes dépourvues de ressources suffisantes. Mais dans ce cas le principe est inverse : les actes sont gratuits, et « les vétérinaires exerçant dans ces établissements (...) doivent obtenir des engagements pour le respect des dispositions qui précèdent sous la forme d'un contrat qui garantit en outre leur complète indépendance professionnelle ».

Après avoir estimé, comme nous l'avons vu, que l'association employant les vétérinaires ne respectait pas la règle de gratuité des soins, alors que le contrat de travail des deux vétérinaires rappelait expressément la teneur des dispositions relatives à la gratuité des soins, la chambre supérieure a retenu un manquement aux dispositions du

Ces conclusions ne sont pas libres de droits. Leur citation et leur exploitation commerciale éventuelles doivent respecter les règles fixées par le code de la propriété intellectuelle. Par ailleurs, toute rediffusion, commerciale ou non, est subordonnée à l'accord du rapporteur public qui en est l'auteur.

IV de l'art. R. 242-33 du code rural et de la pêche maritime, qui oblige quant à lui les vétérinaires à respecter leurs engagements contractuels.

Or, ce raisonnement présente deux difficultés. D'une part, il repose sur une erreur matérielle en ce qui concerne M. C..., dont le contrat, contrairement à celui de M. B..., ne reproduisait pas la règle déontologique figurant initialement au b de l'article 28 du décret du 19 février 1992 reprises ensuite à l'article R. 242-50 du code rural et de la pêche maritime. D'autre part, et surtout, dépouillé de ses références aux textes applicables, ce raisonnement est fragilisé par le paradoxe qui le sous-tend : les requérants sont sanctionnés pour n'avoir pas respecté des stipulations contractuelles pourtant rédigées sous la forme d'une obligation mise à la charge de l'autre partie. Il paraît en effet certain que le contrat de M. B..., auquel la chambre supérieure a hâtivement assimilé le contrat de M. C..., est rédigé pour lui garantir la gratuité des actes à l'égard des propriétaires des animaux, et non pour lui imposer de veiller à obliger son employeur à respecter cette gratuité. A supposer que la chambre supérieure se soit crue exempte de ce paradoxe, cela n'a pu être qu'au prix de la dénaturaison des stipulations du contrat invoquée en cassation par les requérants, en lui donnant une fausse portée.

Certes, l'article R. 242-50, quant à lui, fait bien obligation aux vétérinaires salariés de prendre certaines assurances de la gratuité des soins. Comme une relecture de la décision de la chambre comme reposant sur la violation directe de cette obligation est interdite par la rédaction claire de cette décision, on pourrait être tenté par une substitution de motifs en cassation, justifiant la solution retenue par la chambre sur la base de cet article R. 242-50 au lieu de l'article R. 242-33 – ce qui neutraliserait par ailleurs l'incidence de l'erreur commise sur le contenu du contrat de M. C..., puisque c'est alors la violation d'une disposition réglementaire applicable quelle que soit la teneur des stipulations contractuelles qui serait sanctionnée.

Mais une telle substitution de motifs ne paraît pas possible dans le contentieux disciplinaire. L'identification de la règle précisément connue n'est pas sans lien avec l'appréciation de la sanction proportionnée à la faute ; elle est même en principe en relation directe avec la qualification de la faute. Manquer à une obligation déontologique est une autre incrimination que manquer à une obligation contractuelle ; elle exige de la part du juge disciplinaire une autre appréciation - on ne peut donc pas valider la sanction par substitution de qualification.

Au demeurant, l'article R. 242-50 limite l'obligation imposée au vétérinaire à « obtenir des engagements pour le respect » de cette règle, sous forme contractuelle. Le juge disciplinaire ne doit sans doute pas se satisfaire d'engagements contractuels que le vétérinaire ne prendrait pas lui-même au sérieux ou qu'il saurait lui-même factices, mais c'est aller plus loin que de déterminer les mesures concrètes qu'aurait dû ensuite prendre le vétérinaire pour que l'engagement de l'employeur se concrétise.

Ces conclusions ne sont pas libres de droits. Leur citation et leur exploitation commerciale éventuelles doivent respecter les règles fixées par le code de la propriété intellectuelle. Par ailleurs, toute rediffusion, commerciale ou non, est subordonnée à l'accord du rapporteur public qui en est l'auteur.

Vous devriez donc, par ces motifs, prononcer l'annulation de la décision attaquée et renvoyer l'affaire au juge disciplinaire d'appelEX

Ces conclusions ne sont pas libres de droits. Leur citation et leur exploitation commerciale éventuelles doivent respecter les règles fixées par le code de la propriété intellectuelle. Par ailleurs, toute rediffusion, commerciale ou non, est subordonnée à l'accord du rapporteur public qui en est l'auteur.